

Mais il y a plus encore.

La situation politique d'Europe et d'Amérique, issue de la crise économique permanente et qui se cristallise sous la forme de réaction fasciste, soutenue par la bourgeoisie du monde entier, exige une analyse approfondie afin d'y décélérer sa nouvelle orientation. Les marxistes ne sont pas des dogmatiques. Le matérialisme qui se dit dialectique, dit déjà de soi-même qu'il n'impose pas à ceux qui s'en servent la reconnaissance de « vérités éternelles ».

Les recherches sur les origines et la nature de l'Etat, nous enseignent que ce n'est ni un « don du ciel », ni un produit de l'évolution mécanique des sociétés pré-historiques, comme Lewis H. Morgan et après lui Engels (en tout cas ce n'est pas un produit dans le sens mécanique que ces derniers lui ont attribué) l'ont affirmé. L'Etat dans ses formes primitives de la préhistoire est sorti des formes de propriété existantes, mais il est aussi le résultat du potentiel humain tel que le façonna la matière sociale de l'époque dans la lutte pour l'existence. Déjà à l'époque des hordes primitives, à l'état sauvage, se créa probablement une horde ou un groupe de chasseurs qui surgit de l'antagonisme des différents groupes et qui s'affirma comme groupe dirigeant. Si on accepte la catégorie devenue fameuse du professeur allemand Max Weber, de l'homme se sentant appelé par des forces divines à exercer ses dons de « sauveteur » sur ses concitoyens — et les dernières recherches ethnologiques nous forcent de l'accepter — il faut admettre qu'elle marquera de son sceau la période historique qui s'ouvre devant nous. C'est le caractère de réciprocité des éléments psychologiques et politiques, le fait qu'ils s'influencent les uns les autres pour donner à la politique son aspect achevé, qui fait que très souvent on prend pour le fond des choses ce qui n'en est que l'apparence. Certains Russes, comme Boukarine, ont fait rétrograder le matérialisme dialectique au rang d'un vulgaire matérialisme économique, tout comme la social-démocratie fit de la démocratie un fétiche.

La « démocratie », dont les mobiles en politique sont plus des rêves que des appréciations sur des facteurs politiques réels, fait appel à la tradition. La démocratie anglaise et hollandaise en appellent à la « liberté » tandis que la France invoque « les droits de l'homme », le verbe juridique de la révolution française.

Il ne nous paraît pas sans intérêt de parler d'une description anticipative de Gregos Brenstock, sur l'Angleterre 1939 (Neue Weltbühne N° 46, 1933) repris de la revue anglaise « New Statesman and Nation ». En 1939 Lord Benito Hustler reçoit d'un parlement docile, qui lui vote les pleins pouvoirs, le gouvernement en partage. Dans la même année on assiste à l'égorgeage de Lansbury, de Henderson et de Crippe, tandis que Bernard Shaw est tué en fuyant. Lord Reading, alias Ruplus Isaaks, est nommé gouverneur général du Somali, vers où on expédie tous les juifs anglais.

Ce n'est qu'une satire, mais il se peut que cette image contienne un fond de vérité. En tout cas le changement idéologique de la politique anglaise tel qu'il s'exprime par les discours de banquets de Mac-Donald, de Baldwin et de Simon, semble le démontrer. Mac Donald s'exprimait de la sorte : « Dans notre pays le travail gouvernemental est accompli par les trois partis nationaux et notre tâche consiste à gagner la jeunesse par de la fantaisie, de l'espoir et de la « vision ». Baldwin était plus plastique et disait : « Nous sommes entré dans un nouveau système économique, dans lequel un siècle ne sera pas de trop pour atteindre la perfection ». Sir Simon se contenta de cette courte oraison funèbre : « Les vieilles querelles de parti sont mortes, que les morts enterrent leurs morts ». Pour qui sait saisir la « philosophie » de la politique au travers de cette nébuleuse terminologie, il est clair que les discours des ministres ressemblent beaucoup à des oraisons funèbres qu'on prononcerait sur la tombe des traditions de la « grande charte ».

Cette image mérite d'être complétée par quelques paroles sur le jeu de marionnettes qu'on offre en spectacle dans les Pays-Bas, à la mer où Guillaume d'Orange versa son sang (dans l'église de Delft) pour la « liberté », le « droit » et l'« humanité ». « La Hollande s'annexera d'elle-même », a dit Bismarck qui n'était pas mauvais psychologue. Et il semble que la social-démocratie hollandaise s'emploie

à ne pas faire démentir la boutade. A genoux avec le drapeau rose en main, elle contemple l'auto-annexion du fascisme allemand de la bourgeoisie hollandaise, s'accomplissant sous les encouragements discrets de la camarille de cour allemande. Bien sûr on laisse tomber l'auréole aryenne et on met une sourdine à l'antisémitisme qui, **commercialement**, serait de mauvais goût. Ainsi la vague fasciste conflue dans tous les pays, selon que la dépression économique s'accroît.

La démocratie parlementaire a eu son temps. Le développement dialectique des forces politiques, de 1870 à 1930, s'est accompli de telle manière qu'il a eu le temps de détruire lui-même l'idéologie politique qu'il avait lui-même engendré. Le fascisme est-il donc le produit d'une loi naturelle de la politique ? **Actuellement** il nous apparaît comme une fatalité inévitable, mais il n'aurait pas été fatal si le développement idéologique, aussi bien dans le mouvement russe que dans le mouvement ouvrier européen, avait pris un autre cours. Gorter l'affirmait déjà en 1920 dans sa lettre ouverte à Lénine : « Un coup décisif contre le prolétariat allemand prépare une marche contre la Russie ». Si on analyse en se servant de la méthodologie marxiste, on ne peut dire que la dictature en Russie et ses reflets politiques et psychologiques en Europe Occidentale est moins responsable de la débâcle actuelle que la fantasmagorie criminelle des héros de la IIe Internationale. Le parlementarisme bourgeois et la structure des syndicats avec son idéologie, la politique de chefs par laquelle les masses s'en remettent à d'autres pour la défense de leurs intérêts devait conduire à cette tragédie. Le parlementarisme et les syndicats étaient déjà par la trahison de 1914 un empêchement à la renaissance de la lutte ouvrière pour son émancipation. La politique extérieure de l'Etat Soviétique a bien inventé le terme « parlementarisme révolutionnaire », mais elle oublie que parlementarisme et action révolutionnaire constituaient une contradiction dans le fait. Il en est de même de l'action syndicale révolutionnaire. L'atmosphère révolutionnaire ne se crée pas par la masse de milles et de millions, elle se prépare dans une minorité aguerrie, exercée, ayant ses ramifications dans tous les lieux de travail.

Celui qui s'accroche, soit pour la forme, soit pour le principe, à l'utilité du parlementarisme et de l'action syndicale comme armes de la révolution prolétarienne, ne fait que cacher son opportunisme sous des phrases de révolte et non de révolutionnaire. Ils ne peuvent pas rénover le mouvement ouvrier.

La technique économique de l'industrie rationalisée comme la structure capitaliste étatique du fascisme, enlève toute possibilité d'un travail efficace sous des vieux mots d'ordre. Ce qu'il faut créer maintenant, ce sont les cadres ouvriers, travaillant comme avant-garde, comme centre de la lutte du prolétariat. Une association nationale et internationale, un « parti » si vous voulez, leur servira de centre d'information idéologique et d'éclaircissement.

XII

Nous donnons ci-dessous quelques thèses que nous défendons depuis plus d'un an et demi :

La nature et la notion du **Conseil d'Ouvriers** ne peuvent pas être identifiées avec la nature et la notion du Soviet, pas plus qu'avec les **Conseils d'Entreprises** institués par la bourgeoisie et par la social-démocratie.

Le Conseil d'Ouvriers, tel qu'il est conçu par les communistes ouvriers, doit fonctionner selon les principes suivants :

a) Dès que l'ordre, basé sur la propriété privée des moyens de production, est passé aux mains de la collectivité, les Conseils d'Ouvriers, englobant les ouvriers manuels et intellectuels, deviennent des organismes d'auto-direction économique de la classe des travailleurs.

b) Les Conseils d'Ouvriers ne doivent pas seulement posséder l'administration économique (organisation et administration de la production matérielle). Ils doivent choisir uniquement dans leur sein les organes politiques et administratifs de la collectivité productrice et les tenir sous leur contrôle permanent.

c) Le Conseil d'Ouvriers ne peut donc prouver sa réalité sociale et économique et exercer sa fonction qu'après l'expropriation du capitalisme et est destiné à remplacer l'appareil bureaucratique de l'Etat.